Revue Française d'Économie et de Gestion
ISSN : 2728- 0128
Volume 7 : Numéro 11

L'impact du secteur informel sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA

The Impact of the Informal Sector on Economic Growth and Poverty Reduction in WAEMU Countries

TOURE Nienliman Ange Israël
Chercheur associé
UFR des Sciences Economiques et de Gestion
Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa – Côte d'Ivoire
Laboratoire de Recherche en Economie et Gestion (LAREG)

COULIBALY Niénéyéri Mamadou
Enseignant-chercheur
UFR des Sciences Economiques et de Gestion
Université Jean Lorougnon Guédé de Daloa – Côte d'Ivoire
Laboratoire de Recherche en Economie et Gestion (LAREG)

Date de soumission : 30/09/2026

Date d'acceptation : 01/11/2026

Pour citer cet article :

TOURE. N.A.I. & Coulibaly. N.M. (2026) « L'impact du secteur informel sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 11 » pp : 393- 413.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License

Résumé

L'objectif principal de cette étude consiste à analyser le rôle du secteur informel dans le développement économique des pays de l'UEMOA en mettant en évidence ses effets à la fois sur la croissance économique et sur la pauvreté. Sa contribution réside dans le fait qu'elle apporte un éclairage nouveau sur l'importance du secteur informel dans les économies de l'UEMOA. Les données employées proviennent de la base de données de la Banque Mondiale et de celle de l'Organisation Internationale du Travail. L'approche méthodologique utilise des modèles de panel, notamment les modèles à effets fixes. Les résultats obtenus révèlent que le secteur informel exerce un impact globalement positif sur la croissance économique et qu'il participe de façon substantielle à la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Sur le plan de la croissance, le secteur informel contribue de manière significative à l'activité économique en absorbant une large part de la main-d'œuvre et en générant une production réelle. En ce qui concerne la réduction de la pauvreté, le secteur informel joue un rôle essentiel en créant des opportunités d'emploi pour les populations exclues du marché du travail formel.

Mots clés : Secteur informel, croissance économique, pauvreté, modèle à effet fixe, UEMOA

Abstract

The main objective of this study is to analyse the role of the informal sector in the economic development of WAEMU countries by highlighting its effects on both economic growth and poverty. Its contribution lies in the fact that it sheds new light on the importance of the informal sector in WAEMU economies. The data used comes from the World Bank and International Labour Organisation databases. The methodological approach uses panel models, in particular fixed effects models. The results show that the informal sector has an overall positive impact on economic growth and contributes substantially to poverty reduction in WAEMU countries. In terms of growth, the informal sector contributes significantly to economic activity by absorbing a large share of the labour force and generating real output. With regard to poverty reduction, the informal sector plays a key role in creating employment opportunities for people excluded from the formal labour market.

Keywords : Informal sector, economic growth, poverty, fixed effects model, WAEMU

Introduction

Le secteur informel, souvent défini comme l'ensemble des activités non régulées et non déclarées, joue un rôle crucial dans les économies des pays en développement, en particulier au sein des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce secteur, bien qu'il soit souvent marginalisé dans les discussions économiques, constitue un pilier fondamental dans la dynamique économique locale. Selon le Bureau International du Travail (BIT, 2021), plus de 80% des emplois dans la région UEMOA sont informels, ce qui souligne l'importance de ce secteur pour la création d'emplois et la génération de revenus. En effet, le rapport de la Banque Mondiale indique que le secteur informel contribue à hauteur de 35% au Produit Intérieur Brut (PIB) dans certains pays de l'UEMOA, révélant ainsi son rôle essentiel dans la structure économique régionale (Ohnsorge et Yu, 2022). Des travaux de chercheurs tels que De Soto (1989) et Hart (1973) explorent respectivement les défis de la formalisation et la dualité de l'économie. Selon De Soto (1989), le manque de propriété légale et de formalisation empêche les entrepreneurs informels d'accéder à des capitaux, limitant ainsi leur potentiel de croissance. Tandis que Hart (1973) suggère que le secteur informel peut jouer un rôle d'innovation et de création d'emplois. Concernant l'impact du secteur informel sur la réduction de la pauvreté, Lanjouw (2001) a révélé que les revenus générés par le secteur informel aident de nombreux ménages à subvenir à leurs besoins de base, en particulier dans un contexte de vulnérabilité économique.

La question fondamentale qui est au cœur de ce travail de recherche est la suivante : dans quelle mesure le secteur informel influence-t-il la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA ?

L'objectif général de cette étude consiste à analyser le rôle du secteur informel dans le développement économique des pays de l'UEMOA en mettant en évidence ses effets à la fois sur la croissance économique et sur la pauvreté. Plus spécifiquement, il s'agira de mesurer l'influence du secteur informel sur la croissance économique et d'évaluer ses effets sur la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Pour atteindre ces objectifs, nous formulons les hypothèses suivantes : 1) Le secteur informel a un impact positif sur la croissance économique des pays de l'UEMOA ; 2) Le secteur informel a une incidence positive sur la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Cette étude est d'une grande pertinence pour plusieurs raisons. Entre autres, on peut retenir que : *Premièrement*, le secteur informel représente une part significative de l'économie dans de nombreux pays de l'UEMOA. Il est souvent le principal employeur, notamment pour les jeunes et les femmes,

qui y trouvent des opportunités là où le secteur formel est limité. Comprendre son rôle et ses dynamiques est essentiel pour saisir les mécanismes de l'économie locale. *Deuxièmement*, le secteur informel contribue de manière substantielle à la croissance économique. Il permet la création de richesses, l'innovation et la diversification des activités économiques. Analyser cette contribution peut offrir des perspectives nouvelles sur les politiques de développement et sur la manière de stimuler la croissance dans un contexte où les ressources sont souvent limitées. *Troisièmement*, le lien entre le secteur informel et la réduction de la pauvreté est d'une importance cruciale. Les emplois informels, bien que souvent précaires, offrent des revenus qui peuvent améliorer les conditions de vie des ménages. Etudier comment ces emplois influencent la dynamique de la pauvreté permettrait d'identifier des stratégies efficaces pour renforcer la résilience des populations vulnérables.

Le reste de l'article est organisé de la manière suivante. La section 2 passe en revue la littérature, tandis que l'approche méthodologique est développée dans la section 3. La section 4 présente, interprète et discute les résultats de l'étude. Enfin, des conclusions sont proposées dans la section 5.

1. Revue de la littérature

1.1. Revue de la littérature théorique

1.1.1 Les théories de la croissance économique et du secteur informel

Ici, les théories suivantes peuvent être mobilisées :

- ***Théorie de la croissance endogène (Romer, 1986)***

D'après cette théorie, la croissance est alimentée par des éléments internes comme l'innovation, où le secteur informel joue un rôle crucial en stimulant l'économie malgré son exclusion.

- ***Théorie de la convergence des secteurs formel et informel (La Porta et Shleifer, 2014)***

Elle indique que le secteur informel, bien que significatif, montre une productivité faible et une stagnation, réduisant son rôle au fur et à mesure de l'expansion de l'économie formelle.

- ***Théorie de la modernisation (Rostow, 1962)***

Cette théorie enseigne que les économies doivent investir dans les infrastructures pour évoluer vers une économie moderne, en intégrant le secteur informel pour favoriser la croissance.

1.1.2 Les théories de la pauvreté et du secteur informel

En ce qui concerne cet aspect, les théories ci-après peuvent être évoquées :

❖ ***Théorie du développement humain (Sen, 1999)***

Elle élargit la définition du développement au-delà de la croissance économique, soulignant le rôle du secteur informel dans la réduction de la pauvreté, mais aussi les risques de vulnérabilité des travailleurs.

❖ ***Théorie de l'inégalité structurelle (Piketty, 2014)***

Cette théorie met en lumière la concentration de la richesse et son lien avec le secteur informel, aggravant les inégalités et la pauvreté.

1.2. Revue de la littérature empirique

1.2.1. Etudes empiriques relatives à l'impact du secteur informel sur la croissance économique

Cling et al. (2012) examinent la place de l'économie informelle dans les pays en développement et évaluent son influence sur la croissance économique mondiale. Selon leurs résultats, l'économie informelle occupe une place importante dans les emplois non agricoles, souvent marqués par une productivité faible et peu de garanties sociales. Ils mettent en évidence le fait que, même si elle peut atténuer les chocs économiques à court terme, l'informalité entrave le développement durable à long terme.

Ohnsorge et Yu (2022), dans leur étude, se penchent sur l'impact de l'informalité dans les économies émergentes, soulignant que la productivité des travailleurs informels est souvent faible. L'absence de réglementation est mise en avant comme un facteur limitant la résilience des économies face aux crises, telles que celle de la pandémie.

Tiendrebeogo (2020) examine les conséquences du secteur informel sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA et conclut que l'expansion de l'informalité entrave le développement économique à court terme. La qualité des institutions est jugée insuffisante pour atténuer ces effets néfastes.

Oyibo et Schneider (2022) ont utilisé la méthode MIMIC pour évaluer la taille du secteur informel en Côte d'Ivoire entre 1987 et 2020. Selon leur étude, ce domaine contribuait à 42,35% du PIB en 2020, avec une tendance à l'augmentation. Les résultats qu'ils ont obtenus ont montré que la pression fiscale, la corruption et l'inflation ont un impact important sur l'expansion des activités informelles.

1.2.2. Etudes empiriques relatives à l'impact du secteur informel sur la pauvreté

Chen (2012) propose une analyse approfondie de l'économie informelle. L'étude indique que bien que marginalisée, cette économie joue un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté,

notamment pour les femmes, et souligne l'importance d'une réponse politique globale pour réguler les emplois informels.

Sharma et Adhikari (2020) ont examiné l'impact de l'économie informelle sur les dynamiques de pauvreté, en se basant sur une approche de revue systématique. Selon leurs résultats, il est évident que le secteur informel joue un rôle crucial dans la génération de revenus pour les ménages marginalisés, ce qui a un impact significatif sur leur niveau de vie. Ces auteurs notent par ailleurs qu'il est essentiel que les décideurs politiques reconnaissent le secteur informel, en particulier dans les pays où les activités économiques formelles sont restreintes.

Abdou (2021) relie l'inclusion financière des ménages à la réduction de la pauvreté, montrant que des services financiers adéquats pour les petites et moyennes entreprises améliorent les performances économiques. L'étude souligne également que le secteur informel constitue un obstacle à l'inclusion financière.

1.2.3. Etudes sur les politiques publiques et la formalisation du secteur informel

Ouedraogo et al. (2011) examinent les obstacles institutionnels à la mise en place d'unités de production informelles (UPI) dans les principales villes des Etats membres de l'UEMOA, tels que Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bamako, Niamey, Dakar et Lomé. L'étude met en évidence l'importance de politiques publiques appropriées afin de favoriser la collaboration entre l'Etat et les UPI, suggérant que la compréhension des dynamiques du secteur informel est cruciale pour faciliter une transition vers la formalisation.

Unni (2018) étudie la formalisation de l'économie informelle à partir de deux points de vue principaux : celui du capital et celui du travail. En se basant sur des données empiriques et les recommandations de l'OIT, l'auteur réalise une analyse comparative des définitions et des pratiques de formalisation. Les principaux résultats démontrent que la formalisation, selon le point de vue du capital tend à normaliser les entreprises sans améliorer les conditions des travailleurs, tandis que la perspective du travail vise une véritable intégration des travailleurs dans des systèmes de protection sociale.

Le BIT (2015) analyse les politiques pour aider les travailleurs informels à accéder à des conditions de travail dignes, mettant en avant l'importance d'une approche globale qui considère les spécificités des travailleurs dans le secteur informel.

2. Méthodologie de l'étude

2.1. Modèles de base de l'étude

En s'inspirant des travaux menés par Loayza (1996), Goel, Saunoris & Schneider (2018), Tiendrebeogo & Ouedraogo (2021), et Westman (2022), on retient les modèles suivants :

Modèle 1 (1)

CroissancePIB = f(*ProdinfPIB, Inflation, TauxIntérêtRéel, RevenuTravailPIB, DépensePubliquePIB, InvestissementPIB, EducationPIB, SantéPIB*)

Modèle 2 (2)

Pauvreté = g(*ProdinfPIB, Emplinf, Croispopurbaine, IDE, TauxIntérêtRéel, RevenuTravailPIB, DépensePubliquePIB, InvestissementPIB, EducationPIB, SantéPIB*)

Les différentes variables sont définies dans les tableaux 1 et 2 dans la suite du travail.

2.2. Modèles économétriques de l'étude

Ici, l'on retient une spécification en panel à travers des modèles à effets fixes et aléatoires. Rappelons que les modèles de panel combinent à la fois des données transversales et des données temporelles. Les modèles à effets fixes et aléatoires sont utilisés pour rendre compte de l'hétérogénéité non observée entre les pays et pour analyser les dynamiques temporelles. Les spécifications des modèles à effets fixes et aléatoires sont présentées avec leurs équations.

2.2.1 Modèle à effets fixes

Le modèle à effets fixes part du principe que chaque pays possède des caractéristiques spécifiques, constantes dans le temps, qui peuvent influencer les variables dépendantes. Ces effets individuels sont donc capturés explicitement dans le modèle afin de corriger les biais d'omission potentiels.

L'équation générale du modèle à effets fixes s'écrit comme suit :

$$Y_{it} = \alpha_i + X_{it}\beta + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Les équations sont spécifiées comme suit :

Equation du modèle 1 : (4)

$$Log_CroissancePIB_{it} = \alpha_i + \beta_1 Log_ProdinfPIB_{it} + \beta_2 Log_Inflation_{it} + \beta_3 Log_TauxIntérêtRéel_{it} + \beta_4 Log_RevenuTravailPIB_{it} + \beta_5 Log_DépensePubliquePIB_{it} + \beta_6 Log_InvestissementPIB_{it} + \beta_7 Log_EducationPIB_{it} + \beta_8 Log_SantéPIB_{it} + \varepsilon_{it}$$

Equation du modèle 2 : (5)

$$Log_Pauvreté_{it} = \alpha_i + \beta_1 Log_ProdinfPIB_{it} + \beta_2 Log_Emplinf_{it} + \beta_3 Log_Croispopurbaine_{it} + \beta_4 Log_IDE_{it} + \beta_5 Log_TauxIntérêtRéel_{it} + \beta_6 Log_RevenuTravailPIB_{it} + \beta_7 Log_DépensePubliquePIB_{it} + \beta_8 Log_InvestissementPIB_{it} + \beta_9 Log_EducationPIB_{it} + \beta_{10} Log_SantéPIB_{it} + \varepsilon_{it}$$

2.2.2 Modèle à effets aléatoires

Le modèle à effets aléatoires suppose quant à lui que les effets spécifiques à chaque pays sont aléatoires et non corrélés avec les variables explicatives. Il permet d'introduire une

composante d'erreur supplémentaire tout en conservant une estimation plus efficiente si l'hypothèse d'exogénéité est vérifiée.

L'équation générale du modèle à effets aléatoires s'écrit comme suit :

$$Y_{it} = X_{it}\beta + \varepsilon_{it}$$

où $\varepsilon_{it} = \mu_i + u_{it}$

avec μ_i : effet individuel

u_i : effet résiduel

Les équations sont spécifiées comme suit :

Equation du modèle 1 : (6)

$$Log_CroissancePIB_{it} = \beta_1 Log_ProdinfPIB_{it} + \beta_2 Log_Inflation_{it} + \beta_3 Log_TauxIntérêtRéel_{it} + \beta_4 Log_RevenuTravailPIB_{it} + \beta_5 Log_DépensePubliquePIB_{it} + \beta_6 Log_InvestissementPIB_{it} + \beta_7 Log_EducationPIB_{it} + \beta_8 LogSantéPIB_{it} + \mu_i + u_{it}$$

Equation du modèle 2 : (7)

$$Log_Pauvreté_{it} = \beta_1 Log_ProdinfPIB_{it} + \beta_2 Log_Emplinf_{it} + \beta_3 Log_Croispopurbaine_{it} + \beta_4 Log_IDE_{it} + \beta_5 Log_TauxIntérêtRéel_{it} + \beta_6 Log_RevenuTravailPIB_{it} + \beta_7 Log_DépensePubliquePIB_{it} + \beta_8 Log_InvestissementPIB_{it} + \beta_9 Log_EducationPIB_{it} + \beta_{10} LogSantéPIB_{it} + \mu_i + u_{it}$$

2.3. Présentation des variables

Les variables employées dans les différents modèles sont présentées dans les tableaux ci-après :

Tableau N°1 : Variables du modèle 1

Variables	Description	Nature
Log_CroissancePIB	Mesure le taux de croissance économique	Endogène
Log_Prod_infPIB	Production informelle du PIB	Exogène
Log_inflation	Le taux de variation des prix au sein de l'économie dans son ensemble	Exogène
Log_TauxIntérêtRéel	Le taux d'intérêt débiteur ajusté en fonction de l'inflation telle que mesurée par le déflateur du PIB.	Exogène
Log_RevenuTravailPIB	Représente la compensation financière reçue par les travailleurs en échange de leur travail	Exogène
Log_DépensePubliquePIB	Représente la part des ressources économiques d'un pays allouées par l'Etat à des services, infrastructures et programmes.	Exogène
Log_InvestissementPIB	Représente l'allocation de ressources financières et matérielles dans les actifs productifs	Exogène
Log_EducationPIB	Représente la part des dépenses publiques allouées à l'éducation	Exogène
Log_SantéPIB	Représente la part des dépenses publiques allouées à la santé	Exogène

Source : Auteurs

Tableau N°2 : Variables du modèle 2

Variables	Description	Nature
Log_Pauvreté	Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté	Endogène
Log_Prod_inforPIB	Production informelle du PIB	Exogène
Log_Emplinf	Proportion de la population active engagée dans l'emploi informel	Exogène
Log_Croispopurbaine	Représente l'augmentation du nombre de personnes vivant dans les zones urbaines	Exogène
Log_IDE	Représente des capitaux investis par des entreprises ou des individus d'un pays dans des actifs productifs d'un autre pays	Exogène
Log_TauxIntérêtRéel	Le taux d'intérêt débiteur ajusté en fonction de l'inflation telle que mesurée par le déflateur du PIB.	Exogène
Log_RevenuTravailPIB	Représente la compensation financière reçue par les travailleurs en échange de leur travail	Exogène
Log_DépensePubliquePIB	Représente la part des ressources économiques d'un pays allouées par l'Etat à des services, infrastructures et programmes.	Exogène
Log_InvestissementPIB	Représente l'allocation de ressources financières et matérielles dans les actifs productifs	Exogène
Log_EducationPIB	Représente la part des dépenses publiques allouées à l'éducation	Exogène
Log_SantéPIB	Représente la part des dépenses publiques allouées à la santé	Exogène

Source : Auteurs

2.4. Source des données

L'étude se base sur des données des 8 pays membres de l'UEMOA, couvrant la période de 2000 à 2023. Treize variables économiques sont analysées, dont deux dépendantes (croissance du PIB et taux de pauvreté) et onze explicatives (la production informelle, l'inflation, l'investissement, l'emploi informel, le taux d'intérêt réel, le revenu du travail, les dépenses publiques, les dépense de santé, les dépenses d'éducation, la croissance de la population urbaine et les investissements directs étrangers). Les données proviennent de la Banque Mondiale et de l'Organisation Internationale du Travail.

2.5. Test de spécification du modèle et choix de la méthode d'estimation

2.5.1. Etude de la stationnarité

Les tests de stationnarité sont essentiels pour les données de panel. Le test de Im-Pesaran-Shin (IPS) et le test de Levin-Lin-Chu (LLC) sont utilisés pour vérifier la stationnarité des variables. En cas de non-stationnarité, les variables doivent être différenciées.

2.5.2. Choix de la méthode d'estimation

Nous devons choisir entre le modèle à effets fixes (Fixed Effects) et le modèle à effets aléatoires (Random Effects) en utilisant le test de Hausman. Ce test permet vise à évaluer si les estimations des effets aléatoires sont consistantes et non biaisées. La décision finale se basera sur les résultats du test de Hausman, qui nous indiquera le modèle le mieux adapté à notre analyse.

3. Résultats et discussions

3.1. Résultat du test de dépendance

Tableau N°3 : Test de dépendance du modèle 1

Tests	Statistiques	P-values
Breusch-Pegan LM	27,981	0,4654
Pesaran CD	1,236	0,2163

Source : Auteurs

Tableau N°4 : Test de dépendance du modèle 2

Tests	Statistiques	P-values
Breusch-Pegan LM	47,280	0,2128
Pesaran CD	3,619	0,1523

Source : Auteurs

Les résultats des tests de dépendance de Breusch et Pagan (1980) et de Pesaran (2004) présentés par les tableaux ci-dessus montrent que l'hypothèse nulle est acceptée au seuil de 5% car les résultats des p-values sont supérieurs à 5%. Les séries présentent donc une absence de dépendance transversale. Cela signifie que les erreurs des unités (pays) ne sont pas corrélées entre elles. En d'autres termes, les chocs ou dynamiques propres à un pays n'affectent pas directement les autres. Chaque pays de l'UEMOA réagit de manière autonome par rapport à l'informalité, la croissance et la pauvreté.

3.2. Résultats des tests de racine unitaire

Avant la mise en œuvre des modèles à effets fixes et à effets aléatoires, il est nécessaire de savoir si les séries de variables dont nous disposons sont stationnaires. Dans cette perspective, nous utilisons le test de Im, Pesaran & Shin (2003) que nous désignerons simplement par IPS et le test de Levin, Lin & Chu (2002) que nous désignerons simplement par LLC dans la suite du travail. Les résultats du test sont consignés dans les tableaux ci-après :

Tableau N°5 : Résultats du test de stationnarité IPS à niveau et en différence première du modèle 1

	A NIVEAU	EN DIFFERENCE PREMIRE	ORDRE D'INTEGRATION
VARIABLES	Statistiques (p-value)	Statistiques (p-value)	
Log_CroissancePIB	-6,8796 (0,0000)	—	I(0)
Log_Prod_inforPIB	0,8606 (0,8053)	-6,5791 (0,0000)	I(1)
Log_Inflation	-6,6352 (0,0000)	—	I(0)
Log_TauxIntérêtRéel	-4,0350 (0,0001)	—	I(0)
Log_RevenuTravailPIB	-1,9441 (0,0259)	—	I(0)
Log_DépensePubliquePIB	0,7493 (0,0358)	—	I(0)
Log_InvestissementPIB	-1,5922 (0,0557)	-7,4994 (0,0000)	I(1)
Log_EducationPIB	-0,5220 (0,3008)	-7,4759 (0,0000)	I(1)
Log_SantéPIB	-0,7376 (0,2304)	-8,0168 (0,0000)	I(1)

Source : Auteurs

Tableau N°6 : Résultats du test de stationnarité LLC à niveau et en différence première du modèle 1

	A NIVEAU	EN DIFFERENCE PREMIRE	ORDRE D'INTEGRATION
VARIABLES	Statistiques (p-value)	Statistiques (p-value)	
Log_CroissancePIB	-3,2111 (0,0007)	—	I(0)
Log_Prod_inforPIB	0,0863 (0,5344)	-4,9571 (0,0000)	I(1)
Log_Inflation	-5,7030 (0,0000)	—	I(0)
Log_TauxIntérêtRéel	-3,7187 (0,0001)	—	I(0)
Log_RevenuTravailPIB	-2,0547 (0,0200)	—	I(0)
Log_DépensePubliquePIB	1,6248 (0,9479)	0,5671 (0,0000)	I(1)
Log_InvestissementPIB	-2,7889 (0,0026)	—	I(0)
Log_EducationPIB	-2,0010 (0,0227)	—	I(0)
Log_SantéPIB	-2,3223 (0,0101)	—	I(0)

Source : Auteurs

Tableau N°7 : Résultats du test de stationnarité IPS à niveau et en différence première du modèle 2

	A NIVEAU	EN DIFFERENCE PREMIRE	ORDRE D'INTEGRATION
VARIABLES	Statistiques (p-value)	Statistiques (p-value)	
Log_Pauvreté	-0,6229 (0,2667)	-7,0836 (0,0000)	I(1)
Log_Prod_infPIB	0,8606 (0,8053)	-6,5791 (0,0000)	I(1)
Log_Emplinf	-3,4391 (0,0003)	___	I(0)
Log_Croissancepopurbaine	2,0863 (0,9815)	-4,1429 (0,0000)	I(1)
Log_IDE	-2,5960 (0,0047)	___	I(0)
Log_TauxIntérêtRéel	-3,6346 (0,0001)	___	I(0)
Log_RevenuTravailPIB	-1,9441 (0,0259)	___	I(0)
Log_DépensePubliquePIB	0,7493 (0,0358)	___	I(0)
Log_InvestissementPIB	-1,5922 (0,0557)	-7,4994 (0,0000)	I(1)
Log_EducationPIB	-0,5220 (0,3008)	-7,4759 (0,0000)	I(1)
Log_SantéPIB	-0,7376 (0,2304)	-8,0168 (0,0000)	I(1)

Source : Auteurs

Tableau N°8 : Résultats du test de stationnarité LLC à niveau et en différence première du modèle 2

	A NIVEAU	EN DIFFERENCE PREMIRE	ORDRE D'INTEGRATION
VARIABLES	Statistiques (p-value)	Statistiques (p-value)	
Log_Pauvreté	-0,9189 (0,1791)	-5,8616 (0,0000)	I(1)
Log_Prod_infPIB	0,0863 (0,5344)	-6,5791 (0,0000)	I(1)
Log_Emplinf	-4,9705 (0,0000)	___	I(0)
Log_Croissancepopurbaine	-0,2099 (0,4169)	-7,6984 (0,0000)	I(1)
Log_IDE	-0,6806 (0,7519)	-6,7263 (0,0000)	I(1)
Log_TauxIntérêtRéel	-3,7187	___	I(0)

	(0,0001)		
Log_RevenuTravailPIB	-2,0547 (0,0200)	—	I(0)
Log_DépensePubliquePIB	1,6248 (0,9479)	0,5671 (0,0000)	I(1)
Log_InvestissementPIB	-2,7889 (0,0026)	—	I(0)
Log_EducationPIB	-2,0010 (0,0227)	—	I(0)
Log_SantéPIB	-2,3223 (0,0101)	—	I(0)

Source : Auteurs

Il convient de noter que lorsque le test IPS et le test LLC donnent des résultats différents, on retient les résultats du test IPS car il est plus robuste que le test LLC. En effet, le test IPS corrige l'homogénéité de la racine autorégressive qui constitue la principale limite du test LLC.

En tenant compte des résultats des tests de stationnarité, les équations des modèles 1 et 2 sont modifiées de la manière suivante :

Equation du modèle 1 : (8)

$$Log_CroissancePIB_{it} = \alpha_i + \beta_1 D_Log_ProdinfPIB_{it} + \beta_2 Log_Inflation_{it} + \beta_3 Log_TauxIntérêtRéel_{it} + \beta_4 Log_RevenuTravailPIB_{it} + \beta_5 Log_DépensePubliquePIB_{it} + \beta_6 D_Log_InvestissementPIB_{it} + \beta_7 D_Log_EducationPIB_{it} + \beta_8 D_Log_SantéPIB_{it} + \varepsilon_{it}$$

Equation du modèle 2 : (9)

$$D_Log_Pauvreté_{it} = \alpha_i + \beta_1 D_Log_ProdinfPIB_{it} + \beta_2 Log_Emplinf_{it} + \beta_3 D_Log_Croispopurbaine_{it} + \beta_4 Log_IDE_{it} + \beta_5 Log_TauxIntérêtRéel_{it} + \beta_6 Log_RevenuTravailPIB_{it} + \beta_7 Log_DépensePubliquePIB_{it} + \beta_8 D_Log_InvestissementPIB_{it} + \beta_9 D_Log_EducationPIB_{it} + \beta_{10} D_Log_SantéPIB_{it} + \varepsilon_{it}$$

3.3. Statistiques descriptives

Tableau N°9 : Statistiques descriptives relatives aux variables du modèle 1

Variables	Moyennes	Ecart-types	Minimums	Maximums
Log_CroissancePIB	1,324039	0,7322102	-2,678056	2,732823
D_Log_ProdinfPIB	3,157045	0,0780525	3,10984	3,586895
Log_Inflation	0,853489	0,9784764	-3,864795	2,369747
Log_TauxIntérêtRéel	1,426906	0,8525890	-2,736873	2,485803
Log_RevenuTravailPIB	3,63158	0,1413138	3,377792	3,994892
Log_DépensePubliquePIB	2,527535	0,2070927	2,11505	3,107721
D_Log_InvestissementPIB	1,014688	0,6149558	0,0193349	2,040567
D_Log_EducationPIB	1,081467	0,2063624	0,5416456	1,276215
D_Log_SantéPIB	1,084208	0,2939603	0,8177944	2,347914

Source : Auteurs

Tableau N°10 : Statistiques descriptives relatives aux variables du modèle 2

Variables	Moyennes	Ecart-types	Minimums	Maximums
D_Log_Pauvreté	3,318026	0,1586297	3,0840822	4,0286656
D_Log_ProdinfPIB	3,028698	0,0814668	3,344114	3,7540476
Log_Emplinf	4,48878	0,1801832	2,401525	4,583947
D_Log_Croispopurbaine	1,39026	0,1976598	1,017183	1,93007
Log_IDE	0,4860488	0,9096617	-4,004301	2,742617
Log_TauxIntérêtRéel	1,573770	0,8764698	-2,476985	2,875646
Log_RevenuTravailPIB	3,63158	0,1413138	3,377792	3,994892
Log_DépensePubliquePIB	2,527535	0,2070927	2,11505	3,107721
D_Log_InvestissementPIB	1,014680	0,6093628	0,0077312	2,559402
D_Log_EducationPIB	1,018146	0,2903685	0,6194253	1,744006
D_Log_SantéPIB	1,084208	0,2852734	0,9038132	2,29938

Source : Auteurs

Les tableaux ci-dessus présentent des statistiques descriptives pour nos 13 variables économiques clés observées sur un échantillon de 192 observations, pour les 8 pays de l'UEMOA sur la période de 2000 à 2023. Le taux de croissance annuel affiche une moyenne 1,324 indiquant une modération de celui-ci dans l'échantillon des pays de l'UEMOA. L'écart-type de 0,732 montre une certaine variabilité autour de cette moyenne, suggérant que les taux de croissance diffèrent significativement d'un pays à l'autre. La plage des valeurs, allant de -2,678 (une contraction économique) à 2,733 (un taux de croissance positif élevé), souligne des différences économiques marquées. Certains pays ont connu des périodes de croissance négative, tandis que d'autres ont enregistré une forte croissance.

Concernant le taux de pauvreté, il affiche une moyenne de 3,318 suggérant un taux de pauvreté relativement élevé dans l'échantillon. L'écart-type de 0,158 est faible, indiquant que les taux de pauvreté des pays sont assez homogènes avec peu de variation. Les valeurs minimales et maximales indiquent que, bien que tous les pays présentent un taux de pauvreté élevé, il n'y a pas de cas extrêmes, ce qui peut refléter une situation économique similaire dans l'ensemble des pays concernés.

3.4. Résultat du test de Hausman

Le test de Hausman est utilisé pour déterminer si un modèle à effets fixes ou un modèle à effets aléatoires est plus approprié dans une analyse de données de panel.

Les résultats du test de Hausman des modèles 1 et 2 sont consignés dans les tableaux ci-après :

Tableau N°11 : Résultats du test de Hausman du modèle 1

Effets fixes/Effets aléatoires		
Statistiques	P-value	Décision
20,18	0,0097	Effets fixes

Source : Auteurs

Tableau N°12 : Résultats du test de Hausman du modèle 2

Effets fixes/Effets aléatoires		
Statistiques	P-value	Décision
0,90	0,0199	Effets fixes

Source : Auteurs

Ici, les p-values du test de Hausman des modèles 1 et 2 sont inférieures à 0,05, donc l'hypothèse nulle de présence d'effets aléatoires est rejetée, ce qui signifie que le modèle le mieux approprié est le modèle à effets fixes.

3.5. Résultats de l'estimation du modèle à effets fixes, interprétations et discussions

Tableau N°13 : Résultat du modèle 1

Log_CroissancePIB	Coefficient	t-stat	Prob.
Constante	9,2989	2,67	0,008
D_Log_Prod_inforPIB	6,3499	4,08	0,000
Log_Inflation	0,0122	0,21	0,832
Log_TauxIntérêtRéel	-0,0643	-0,97	0,335
Log_RevenuTravailPIB	2,4739	2,81	0,006
Log_DépensePubliquePIB	-0,3574	-1,15	0,251
D_Log_InvestissementPIB	0,3604	1,69	0,019
D_Log_EducationPIB	0,2430	0,57	0,024
D_Log_SantéPIB	0,8855	1,71	0,012

Source : Auteurs

Une augmentation de la production est associée à une hausse significative du taux de croissance du PIB (6,349). Cela peut s'expliquer par le rôle que joue le secteur informel dans l'économie des pays de l'UEMOA, où il absorbe une part importante de la main-d'œuvre et génère une activité économique réelle, bien que non enregistrée. Il s'agit d'un moteur caché mais puissant de l'économie. Ce résultat est contraire à celui obtenu par Esaku (2021) dans une étude sur l'Ouganda où il découvre qu'une augmentation de l'informalité réduit significativement le taux de croissance économique, tant à court terme qu'à long terme.

Une amélioration du revenu du travail contribue positivement à la croissance économique (2,473). Cela montre que renforcer les salaires ou améliorer la qualité de l'emploi est un levier efficace pour la croissance. En effet, l'innovation et l'amélioration des revenus de travail peuvent stimuler la croissance économique (Schumpeter, 1911). Toutefois, l'on note que les effets de l'amélioration du revenu du travail sur la croissance économique ne sont pas

toujours positifs. C'est dans ce contexte que l'étude de Gymnopoulos et Tsaliki (2026), fondée sur les données de l'économie américaine sur la période 1950-2019, met en évidence une relation négative de long terme entre la part des salaires dans le revenu national et le PIB réel.

Le coefficient de 0,360 indique que les investissements concourent à une augmentation de la capacité productive et qu'ils soutiennent la croissance à long terme. Cela est conforme à la théorie du modèle de croissance, qui souligne que les investissements augmentent la capacité productive d'une économie (Solow, 1956). En effet, les politiques favorisant l'investissement, notamment dans les infrastructures et l'innovation, sont cruciales pour la croissance économique.

Le coefficient de 0,243 montre que l'investissement dans l'éducation renforce le capital humain, ce qui augmente la productivité et stimule la croissance. Cela correspond à des théories telles que la « théorie du capital humain » de Becker (1964) qui souligne l'importance de l'éducation pour le capital humain et la croissance économique.

Le coefficient de 0,885 révèle qu'une meilleure santé publique améliore la productivité et la participation au marché du travail, entraînant dans une certaine mesure un effet positif sur la croissance. Cela souligne l'importance des dépenses sociales comme investissements économiques. En effet, investir dans la santé améliore le bien-être des travailleurs, ce qui peut augmenter leur capacité de travail et leur productivité (Grossman, 1972).

Par contre, certaines variables telles que l'inflation, le taux d'intérêt réel, les dépenses publiques n'ont pas d'effet significatif, ce qui pourrait refléter leur instabilité ou leur inefficacité dans le contexte étudié.

Tableau N°14 : Résultat du modèle 2

D_Log_Pauvreté	Coefficient	t-stat	Prob.
Constante	0,0715	0,20	0,840
D_Log_Prod_inforPIB	-0,1513	-4,46	0,000
Log_Emplinf	-0,4816	-2,15	0,033
D_Log_Croispopurbaine	-0,1167	2,75	0,003
Log_IDE	-0,2744	-0,12	0,017
Log_TauxIntérêtRéel	0,0597	0,44	0,661
Log_RevenuTravailPIB	-0,4024	-2,89	0,004
Log_DépensePubliquePIB	0,0079	0,25	0,801
D_Log_InvestissementPIB	-0,0066	-0,31	0,759
D_Log_EducationPIB	-0,1431	-1,21	0,025
D_Log_SantéPIB	-0,1061	-2,75	0,013

Source : Auteurs

Le coefficient négatif de -0,151 indique que la croissance dans le secteur informel peut être liée à une réduction de la pauvreté, car elle crée des opportunités d'emploi. Cela est soutenu par des recherches de la Banque Mondiale, qui notent que le secteur informel peut aider à atténuer la pauvreté (Recanatini et al., 2014). De même, avec un coefficient négatif de -0,481, une augmentation de l'emploi informel semble être associée à une réduction de la pauvreté, suggérant que les emplois, même s'ils sont informels, fournissent des revenus nécessaires aux ménages pauvres.

Le coefficient négatif de -0,116 signifie que la croissance de la population urbaine est liée à une réduction de la pauvreté. Les travaux de Glaeser (2011) sur les bénéfices économiques de l'urbanisation montrent qu'il y a une concentration d'opportunité économique en milieu urbain, ce qui favorise la réduction de la pauvreté.

Le coefficient négatif de -0,274 révèle que les investissements directs étrangers peuvent être associés à une réduction de la pauvreté, car ils apportent des capitaux et des technologies, comme le soutiennent des études de Borensztein, De Gregorio et Lee (1998).

Le coefficient négatif de -0,402 montre qu'une augmentation du revenu du travail est liée à une baisse du taux de pauvreté. Cela soutient l'idée que des salaires plus élevés permettent aux travailleurs de sortir de la pauvreté. Ce résultat n'est pas conforme à celui de Burkhauser, McNichols et Sabia (2023). En effet, leur travail montre qu'une augmentation du salaire minimum ne se traduit pas nécessairement par une réduction de la pauvreté.

Le coefficient négatif de -0,106 indique qu'une augmentation des dépenses publiques en santé est associée à une baisse du taux de pauvreté. Cela est cohérent avec la théorie de la « société de bien-être » qui soutient que des investissements en santé peuvent améliorer la productivité des travailleurs et réduire la pauvreté (Pigou, 1920). De même, le coefficient négatif de -0,143 signifie qu'une augmentation des dépenses publiques en éducation est également liée à une diminution du taux de pauvreté. Cela correspond à des théories telles que la « théorie du capital humain » de Becker (1964) qui souligne l'importance de l'éducation pour le capital humain et la croissance économique.

Conclusion

L'étude de l'impact du secteur informel sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) révèle un tableau complexe et nuancé. Le secteur informel, qui englobe une vaste gamme d'activités non régulées et non déclarées, constitue un pilier essentiel de l'économie sous-

régionale, représentant plus de 80% des emplois et contribuant à hauteur de 35% au Produit Intérieur Brut (PIB) dans certains pays. Ce secteur est particulièrement vital dans un contexte où le chômage formel demeure élevé, et où les opportunités d'emploi dans le secteur formel sont souvent limitées, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Les analyses menées dans cette étude montrent que le secteur informel joue un rôle crucial dans la dynamisation des économies locales. En offrant des possibilités d'emploi et en générant des revenus, il contribue à la résilience des ménages à faibles revenus, leur permettant de répondre à leurs besoins de base et de faire face aux crises économiques. Les travaux de recherche soulignent également que le secteur informel peut être un vecteur d'innovation et de diversification économique, en particulier dans des contextes où les entreprises formelles rencontrent des obstacles à l'entrée.

Cependant, le secteur informel n'est pas exempt de défis. Les emplois qu'il génère sont souvent précaires, sans protections sociales ni droits du travail, ce qui peut perpétuer un cycle de pauvreté difficile à briser. Les travailleurs informels sont fréquemment exposés à des conditions de travail inéquitables et à l'insécurité économique, ce qui augmente leur vulnérabilité face aux crises. De plus, l'absence de régulation et de formalisation limite l'accès à des ressources essentielles, telles que le crédit et la formation professionnelle, freinant ainsi le potentiel de croissance de ces acteurs.

L'importance de ce secteur dans les économies de l'UEMOA soulève des questions cruciales sur les politiques publiques nécessaires pour intégrer le secteur informel dans l'économie formelle. Une approche holistique est requise, qui reconnaisse à la fois les contributions économiques du secteur informel et les défis qu'il pose. Les conclusions de cette étude mettent en évidence la nécessité de développer des stratégies et des politiques adaptées qui favorisent la formalisation des entreprises, tout en soutenant la protection des droits des travailleurs.

Pour capitaliser sur les atouts du secteur informel tout en atténuant ses défis, il est impératif de mettre en œuvre une série de recommandations stratégiques qui favoriseront sa formalisation et amélioreront les conditions de vie des travailleurs. Il s'agit, entre autres, de renforcer l'intégration du secteur informel, d'améliorer l'accès aux financements adaptés, de renforcer les capacités humaines et techniques d'adapter les politiques fiscales et réglementaires, d'améliorer les données statistiques sur le secteur informel, et d'intégrer le secteur informel dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Abdou, R. (2021), Inclusion financière, croissance économique et problématique de réduction de la pauvreté au Niger. Thèse de doctorat, Université d'Orléans.
2. Becker, G.S. (1964), Human capital, A theoretical and empirical analysis with special reference to education, N.B.E.R., Columbia University Press.
3. BIT (2015), Recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, adoptée par la Conférence internationale du Travail, 104e session, Genève.
4. BIT (2021), Emploi et questions sociales dans le monde : tendances 2021, Rapport phare du BIT, Bureau international du Travail.
5. Borensztein, E.D., De Gregorio, J. & Lee, J.-W. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth?. Journal of International Economics, 45(1), 115-135.
6. Breusch, T.S. & Pagan, A.R. (1980). The Lagrange Multiplier test and its application to model specifications in Econometrics. Review of Economic Studies, 47(1), 239-253.
7. Burkhauser, R.V., McNichols, D. & Sabia, J.J. (2023), Minimum Wages and Poverty: New Evidence from Dynamic Difference-in-Differences Estimates. NBER Working Paper, (31182).
8. Chen, M.A. (2012), The informal economy: Definitions, theories and policies. WIEGO Working Paper, (1), 90141-90144.
9. Chenery, H.B. (1960). Patterns of industrial growth. The American economic review, 50(4), 624-654.
10. Cling, J.-P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M. & Roubaud, F. (2012), L'économie informelle dans les pays en développement, Agence Française de Développement.
11. De Soto, H. (1989), The Other Path: The Invisible Revolution in the Third World, New York, NY : Harper & Row.
12. Esaku, S. (2021). Is informality a barrier to economic growth in Uganda? Empirical analysis. Development Studies Research, 8(1), 109-121.
13. Glaeser, E.L. (2011), Triumph of the city: How our greatest invention makes us richer, smarter, greener, healthier, and happier, New York, NY : Penguin Press.

14. Goel, R.K., Saunoris, J.W. & Schneider, F. (2018). Growth in the shadows: effect of the shadow economy on US economic growth over more than a century. Contemporary Economic Policy, 37(1), 50-67.
15. Grossman, M. (1972). The demand for health: a theoritical and empirical investigation. Journal of Political Economy, 80(2), 223-255.
16. Gymnopoulos, A. & Tsaliki, P. (2026). The impact of the wage share on real GDP: a classical political economics perspective. International Review of Applied Economics, 40(1), 138-152. January.
17. Hart, K. (1973). Informal income opportunities and urban employment in Ghana. The journal of moderne African studies, (11), 61-89.
18. Im, K.S., Pesaran, M.H. & Shin, Y. (2003). Testing for Unit Roots in Heterogeneous Panels. Journal of Econometrics, 115(1), 53-74.
19. La Porta, R. & Shleifer, A. (2014). Informality and development. Journal of economic perspectives, 28(3), 109-126.
20. Lanjouw, J.O. (2001). The rural non-farm sector: issues and evidence from developing countries. Agricultural economics, 26(1), 1-3.
21. Levin, A., Lin, C.F. & Chu, C.S.J. (2002). Unit root test in panel data: asymptotic and finite sample properties. Journal of Econometrics, 108(1), 1-24.
22. Lewis, W.A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour. The Manchester School, 22(2), 139-191.
23. Loayza, N. (1996), The economics of the informal sector: a simple model and some empirical evidence from Latin America, Report, The World Bank.
24. Ohnsorge, F. & Yu, S. (2022), The long shadow of informality: Challenges and policies, Report, World Bank Publications.
25. Ouedraogo, E., Koriko, O., Coulibaly, S.Z., Fall, M., Ramilison, E. & Lavallée, E. (2011), Les barrières institutionnelles à la formalisation des unités de production informelles dans les principales agglomérations des Etats membres de l'UEMOA, Rapport de la Banque mondiale.
26. Oyibo, P.V. & Schneider, F. (2022). How large is the size of Côte d'Ivoire's informal sector? A MIMIC approach. Theoretical and Applied Economics, 29(4), 205-216.
27. Pesaran, H.M. (2004), General Diagnostic Tests for Cross Section Dependence in Panels. IZA Discussion Paper, (1240), IZA (Institute for the Study of Labor).
28. Pigou, A. (1920), The Economics of Welfare, London, London : MacMillan and Co.

29. Piketty, T. (2014), Capital in the twenty-first century, Translated by Arthur Goldhammer, Harvard University Press.
30. Recanatini, F., Benjamin, N., Santini, M. & Beegle, K. (2014). Informal Economy and the World Bank. Policy Research Working Paper, (6888), The World Bank.
31. Romer, P.M. (1986). Increasing returns and long-run growth. Journal of political economy, 94(5), 1002-1037.
32. Rostow, W.W. (1962), The stages of economic growth, Cambridge University Press, London (Reprint 1991).
33. Schumpeter, J.A. (1911). The theory of economic development. an inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle, Harvard University Press.
34. Sen, A. (1999). Development as Freedom. New York, NY : Knopf.
35. Sharma, B. & Adhikari, D. (2020). Informal Economy and Poverty Dynamics : A Review. Quest Journal of Management and Social Sciences, 2(1), 168-180.
36. Solow, R.M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. Quaterly Journal of Economics, 70(1), 65-94.
37. Tiendrebeogo, A. (2020). Informal Economy and Financial Development in West African Economic and Monetary Union Countries (WAEMU) : Role of Institutions. Journal of Business and Economic Development, 5(3), 187-198.
38. Tiendrebeogo, A. & Ouedraogo, I.M. (2021). Qualité des institutions, secteur informel et croissance économiques pays de l'UEMOA. Revue CEDRES-Etudes, (71) Séries économie, 75-112.
39. Unni, J. (2018). Formalization of the informal economy: Perspectives of capital and labour. The Indian Journal of Labour Economics, 61(1), 87-103.
40. Westman, T. (2022). The Effect of the Informal Economy on Poverty: The role of Information and Communication Technologies (ICT). https://gupea.ub.gu.se/bitstream/handle/2077/71109/Tobias%20Westman.pdf?sequence=1